

**No. 42974**

---

**France  
and  
Guatemala**

**Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Guatemala for the reciprocal promotion and protection of investments. Guatemala, 27 May 1998**

**Entry into force:** *28 October 2001 by notification, in accordance with article 12*

**Authentic texts:** *French and Spanish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 21 August 2006*

---

**France  
et  
Guatemala**

**Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Guatemala sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. Guatemala, 27 mai 1998**

**Entrée en vigueur :** *28 octobre 2001 par notification, conformément à l'article 12*

**Textes authentiques :** *français et espagnol*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 21 août 2006*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE GUATEMALA SUR  
L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES IN-  
VESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Guatemala, ci-après dénommés “les Parties contractantes”,

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour les investissements français au Guatemala et les investissements guatémaltèques en France,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes :

*Article 1. Définitions*

Pour l'application du présent accord :

1. Le terme “investissement” désigne tous les avoirs, tels que les biens, droits et intérêts de toutes natures et, plus particulièrement mais non exclusivement :

- a) les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et tous droits analogues;
- b) les actions, parts sociales et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux personnes morales visées au paragraphe 2b) du présent Article;
- c) les droits de créance ou droits à toutes prestations ayant valeur économique;
- d) les droits de propriété intellectuelle, commerciale et industrielle tels que les droits d'auteur, les brevets d'invention, les procédés techniques, les licences, les marques de fabrique ou marques, les dénominations commerciales, les maquettes industrielles, le savoir-faire, la raison sociale et le droit au bail;
- e) les concessions accordées par la loi, par un acte administratif ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles.

Aucune modification de la forme initiale de l'investissement n'affecte sa qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante dans laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme “investisseur” désigne, pour chacune des Parties contractantes :

- a) toutes les personnes physiques qui, conformément à la législation de la Partie contractante, sont considérées comme des nationaux de celle-ci;

b) toutes les personnes morales constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci et y possédant leur siège social, ou contrôlées directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes ou par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

3. Le terme de “revenus” désigne toutes les sommes produites par un investissement, tels que bénéfices, redevances ou intérêts, sur une période donnée.

Les revenus de l'investissement initial, ainsi que ceux de leur réinvestissement, jouissent de la même protection.

4. Le terme de “zones maritimes” désigne les zones maritimes sur lesquelles les Parties contractantes détiennent, en conformité avec le Droit international, la souveraineté, des droits souverains ou une juridiction aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation des ressources naturelles.

### *Article 2. Champ d'application*

1. Le présent accord est applicable aux investissements réalisés, avant ou après sa date d'entrée en vigueur, par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie, conformément à ses dispositions légales. Toutefois, le présent accord ne s'applique à aucun différend ayant été soumis avant sa date d'entrée en vigueur aux tribunaux compétents de la Partie contractante dans laquelle l'investissement est réalisé.

2. Les dispositions du présent accord s'appliquent aux investissements réalisés par des investisseurs français au Guatemala, y compris dans ses zones maritimes, et aux investissements réalisés par des investisseurs guatémaltèques en France, y compris dans ses zones maritimes.

### *Article 3. Encouragement, admission et protection des investissements*

Chacune des Parties contractantes encourage et admet, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent accord, les investissements réalisés par les investisseurs de l'autre Partie.

Les Parties contractantes examinent avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail, et de circulation introduites par des nationaux d'une Partie contractante, au titre d'un investissement réalisé dans l'autre Partie contractante.

### *Article 4. Traitement juste et équitable, traitement national et traitement de la nation la plus favorisée*

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer un traitement juste et équitable, conformément aux principes du Droit international, aux investissements des investisseurs de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit entravé ni en droit, ni en fait. En particulier, bien que non exclusivement, sont considérées comme des entraves de droit ou de fait au traitement juste et équitable, toute restriction à l'achat et

au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute entrave à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue.

2. Chaque Partie contractante applique aux investisseurs de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et les activités liées à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres investisseurs, ou aux investisseurs d'un pays tiers, si ce dernier traitement est plus avantageux. A ce titre, les nationaux d'une Partie contractante autorisés à travailler sur le territoire de l'autre Partie doivent pouvoir bénéficier des facilités matérielles appropriées pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

3. Si une Partie contractante accorde des avantages particuliers aux investisseurs d'un État tiers en vertu d'un accord relatif à la création d'une zone de libre échange, d'une union douanière, d'un marché commun, d'une union économique ou de toute autre forme d'organisation économique régionale, ladite Partie n'est pas tenue de concéder les avantages susmentionnés aux investisseurs de l'autre Partie contractante.

Les dispositions du présent Article ne s'appliquent pas aux questions fiscales.

#### *Article 5. Traitement en cas de pertes*

Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenus dans l'autre Partie contractante, bénéficient, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres investisseurs ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

#### *Article 6. Dépossession et indemnisation*

1. Les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes bénéficient d'une protection et d'une sécurité pleines et entières dans l'autre Partie contractante.

2. Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures de dépossession ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les investisseurs de l'autre Partie des investissements leur appartenant, si ce n'est pour cause d'utilité ou de nécessité publiques et à condition que ces mesures (dénommées ci-après mesures de dépossession) ne soient ni discriminatoires, ni contraires à un engagement particulier.

Toutes les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant, égal à la valeur réelle des investissements concernés, doit être évalué par rapport à une situation économique antérieure à toute menace de dépossession.

Le versement de l'indemnité s'effectue avant la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt de marché approprié.

*Article 7. Libre transfert*

1. Chaque Partie contractante accorde sans retard aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert, plus particulièrement mais non exclusivement :

- a) des intérêts, dividendes, redevances, bénéfices et autres revenus courants;
- b) des redevances découlant des droits et concessions désignés au paragraphe 1, lettres d) et e) de l'Article 1;
- c) des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés;
- d) du capital ou du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi;
- e) de l'apport de capitaux supplémentaire nécessaire à la poursuite ou au développement des investissements;
- f) des fonds résultant du règlement d'un différend et des indemnités prévues à l'Article 6.

Les personnes physiques qui sont considérées comme des nationaux de chaque Partie contractante et qui ont été autorisées à travailler dans l'autre Partie contractante, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisées à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

Ces transferts sont effectués au taux de change normal officiellement applicable à la date du transfert.

*Article 8. Règlement des différends entre un investisseur et une Partie contractante*

1. Tout différend entre l'une des Parties contractantes et un investisseur de l'autre Partie contractante est, dans la mesure du possible, réglé à l'amiable.

2. Si un tel différend n'a pu être réglé ainsi dans un délai de trois mois à compter de la date de la demande de règlement, il est soumis à la demande de l'investisseur :

- a) aux tribunaux compétents ou à l'arbitrage national de la Partie contractante;
- b) à l'arbitrage international du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, signée à Washington le 18 mars 1965.

A cet effet, chaque Partie contractante donne par avance son consentement irrévocable afin que tout différend puisse être soumis à cet arbitrage.

3. Une fois que l'investisseur a soumis un différend au tribunal compétent ou à l'arbitrage national de la Partie contractante dans laquelle l'investissement a été réalisé, ou à l'arbitrage du C.I.R.D.I., il peut renoncer à sa demande et opter pour une autre procédure sous réserve qu'aucune sentence définitive n'ait été prononcée.

4. Les sentences arbitrales sont définitives et contraignantes pour les parties au différend.

*Article 9. Règlement des différends entre Parties contractantes*

1. Les différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique.

2. Si dans un délai de six mois à compter de la date de notification du différend, celui-ci n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal d'arbitrage ad hoc, conformément aux dispositions du présent Article.

3. Ledit tribunal est composé de trois membres et constitué de la manière suivante : dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la demande d'arbitrage, chaque Partie contractante désigne un arbitre. Ces deux arbitres, dans le mois qui suit la désignation du dernier d'entre eux, désignent, d'un commun accord, un troisième membre qui doit être ressortissant d'un Etat tiers et qui est nommé Président du tribunal.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre accord, invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une des Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

5. Le Président du tribunal doit être ressortissant d'un Etat tiers avec lequel les deux Parties contractantes entretiennent des relations diplomatiques.

6. Le tribunal d'arbitrage rend ses décisions sur la base des dispositions du présent accord et des principes du Droit international, et à la majorité des voix. Il fixe lui-même ses propres règles de procédure.

7. Chaque Partie contractante prend en charge les vacations de son arbitre, ainsi que les frais relatifs à sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les vacations du Président et les autres frais de procédure sont répartis également entre les Parties contractantes, sauf si celles-ci prennent d'autres dispositions.

8. Les décisions du tribunal sont définitives et contraignantes pour les deux Parties contractantes. Le tribunal interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante.

*Article 10. Garantie et subrogation*

1. Dans la mesure où la législation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des investisseurs de cette Partie dans l'autre Partie contractante.

2. Les investissements réalisés par des investisseurs de l'une des Parties contractantes dans l'autre Partie ne peuvent obtenir la garantie visée au paragraphe ci-dessus que s'ils ont, au préalable, obtenu l'agrément de cette dernière Partie.

3. Si l'une des Parties contractantes ou une agence agréée par celle-ci, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé dans l'autre Partie, effectue des versements à un investisseur, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de cet investisseur,

y compris dans le droit de recourir à l'arbitrage international conformément aux dispositions de l'Article 8 du présent accord.

4. Lesdits versements n'affectent pas les droits de l'investisseur bénéficiaire de la garantie à recourir à l'arbitrage du C.I.R.D.I. ou à poursuivre les actions introduites devant lui jusqu'à l'aboutissement de la procédure, en son nom propre, ainsi qu'au nom de la Partie contractante qui est subrogée dans ses droits et actions.

*Article 11. Engagement spécifique*

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des investisseurs de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

*Article 12. Entrée en vigueur et durée*

1. Chacune des Parties contractantes notifie à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet un mois après le jour de la réception de la dernière notification.

2. L'accord reste en vigueur pendant une période de dix ans et peut être prorogé après ce terme pour une durée illimitée, A l'issue de cette période de dix ans, l'accord peut être dénoncé à tout moment par chaque Partie contractante par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

3. Les investissements effectués avant la date à laquelle la dénonciation de l'accord a pris effet continuent de bénéficier de sa protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de quinze ans.

Fait à Guatemala, le 27 mai 1998 en deux originaux, chacun en langue française et en langue espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Française :

SERGE PINOT

Pour le Gouvernement de la République Guatemala :

MAURICIO WURMSER

[ SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL ]

**ACUERDO  
ENTRE  
EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA  
Y EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE GUATEMALA  
PARA LA PROMOCIÓN Y PROTECCIÓN RECÍPROCA  
DE LAS INVERSIONES**

El Gobierno de la República francesa y el Gobierno de la República de Guatemala, denominados a continuación "las Partes Contratantes";

Deseosos de consolidar la cooperación económica entre los dos Estados y de iniciar condiciones favorables para las inversiones francesas en Guatemala y guatemaltecas en Francia.

Convencidos de que fomentar y proteger dichas inversiones estimulan las transferencias de capitales y de tecnologías entre los dos países, por el interés de su desarrollo económico,

han convenido las siguientes disposiciones:

**ARTÍCULO 1  
DEFINICIONES**

Para la aplicación del presente convenio:

1. "Inversión" se refiere a toda clase de activos tales como bienes, derechos e intereses de toda naturaleza y comprende, en particular, aunque no exclusivamente:
  - a) los bienes muebles e inmuebles, así como todos los otros derechos reales tales como hipotecas, privilegios, usufructos, fianzas y todos los otros derechos análogos;
  - b) acciones, cuotas sociales y cualquier otro tipo de participación aun minoritaria o indirecta, a las personas jurídicas señaladas en el párrafo 2 b) de este Artículo;
  - c) derechos de crédito o a cualquier prestación que tenga valor económico;
  - d) derechos de propiedad intelectual, comercial e industrial tales como derechos de autor, patentes, procesos técnicos, licencias, marcas de fábrica o marcas, nombres comerciales, diseños industriales, know-how, razón social y derecho de llave;
  - e) concesiones otorgadas por la ley, por un acto administrativo o en virtud de un contrato, incluidas concesiones para explorar, cultivar, extraer o explotar recursos naturales.

Ninguna modificación a la forma original en que se haya realizado la inversión afectará su carácter como tal, siempre que dicha modificación no sea contraria a la legislación de la Parte contratante donde se efectúe la inversión.

2. "Inversionista" designa, para cada una de las Partes Contratantes:
  - a) Las personas individuales que, de acuerdo con la legislación de esa Parte Contratante, son consideradas nacionales de la misma;
  - b) Las personas jurídicas constituidas en una de las Partes Contratantes, conforme a la legislación de esta y que tiene allí su sede social, o controladas directa o indirectamente por nacionales de una de las Partes contratantes o por personas jurídicas que tengan su sede social en una de las Partes contratantes y constituidas conforme a su legislación.



3. "Ingresos" se refiere a todas las sumas producidas por una inversión, tales como beneficios, rentas o intereses, durante un período dado.

Los ingresos, tanto de la inversión original, como los de la reinversión gozan de la misma protección.

4. Por el término "zonas marítimas" se entiende las áreas marítimas sobre las cuales las Partes Contratantes tienen, de conformidad con el Derecho Internacional, la soberanía, derechos soberanos o una jurisdicción para efectos de exploración, explotación y protección de los recursos naturales.

## **ARTÍCULO 2 ÁMBITOS DE APLICACIÓN**

1. El presente Acuerdo se aplicará a las inversiones efectuadas, antes o después de su entrada en vigor, por inversionistas de una Parte Contratante, en la otra Parte Contratante conforme a sus disposiciones legales. No obstante, el presente Acuerdo no se aplicará a diferencias que hayan sido sometidas con anterioridad a su vigencia a los tribunales competentes de la Parte Contratante donde se realizó la inversión.
2. Están cubiertas por las disposiciones del presente Acuerdo las inversiones de inversionistas franceses realizadas en Guatemala, incluyendo en sus zonas marítimas, y las inversiones de inversionistas guatemaltecos en Francia, incluyendo en sus zonas marítimas.

## **ARTÍCULO 3 PROMOCIÓN, ADMISIÓN Y PROTECCIÓN DE LAS INVERSIONES**

Cada una de las Partes Contratantes fomenta y admite, en el marco de su legislación y de las disposiciones del presente convenio, las inversiones de los inversionistas de la otra Parte.

Las Partes Contratantes examinarán con benevolencia, dentro del marco de su legislación interna, las solicitudes de entrada y de autorización de residencia, de trabajo y de circulación presentadas por nacionales de una de las Partes Contratantes, referente a una inversión realizada en la otra Parte Contratante.

## **ARTÍCULO 4 TRATAMIENTO JUSTO Y EQUITATIVO, TRATAMIENTO NACIONAL Y TRATAMIENTO DE LA NACIÓN MÁS FAVORECIDA**

1. Cada Parte Contratante asegurará un tratamiento justo y equitativo de conformidad con los principios del Derecho Internacional a las inversiones de los inversionistas de la otra Parte Contratante y asegurará que el ejercicio de los derechos aquí reconocidos no será obstaculizado ni de hecho ni de derecho. En particular, aunque no exclusivamente, son considerados como obstáculos de derecho o de hecho al trato justo y equitativo, toda restricción a la compra y al transporte de materias primas y de materias auxiliares, de energía y de combustibles, así como de equipos de toda clase para la producción y explotación, todo obstáculo a la venta y al transporte de los productos en el interior del país y en el extranjero, así como todas otras medidas que puedan tener un efecto análogo.
2. Cada Parte Contratante otorgará a los inversionistas de la otra Parte Contratante, en lo referente a sus inversiones y actividades relacionadas con esas inversiones, un trato no menos favorable que aquel otorgado a sus propios inversionistas, o a inversionistas de un tercer país, si este último tratamiento fuere más favorable. A ese respecto, a los nacionales de cada una de las Partes Contratantes autorizados a trabajar en la otra

Parte Contratante se le otorgarán todas las facilidades pertinentes al ejercicio de sus actividades profesionales.

3. En caso de que una Parte Contratante otorgare ventajas especiales a los inversionistas de cualquier tercer Estado en virtud de un convenio relativo a la creación de una zona de libre comercio, una unión aduanera, un mercado común, una unión económica o cualquier otra forma de organización económica regional, dicha Parte no estará obligada a conceder las referidas ventajas a los inversionistas de la otra Parte Contratante.

Las disposiciones de este Artículo no se aplican a todo lo relativo a materia fiscal.

## **ARTÍCULO 5 TRATO EN CASO DE PERDIDAS**

Los inversionistas de una de las Partes Contratantes cuyas inversiones hayan tenido pérdidas a consecuencia de la guerra o de cualquier otro conflicto armado, revolución, estado de emergencia nacional o revueltas acaecidos en la otra Parte Contratante, se beneficiarán, de parte de esta última, de un trato no menos favorable que el otorgado a sus propios inversionistas o a los de la Nación más favorecida.

## **ARTÍCULO 6 EXPROPIACIÓN E INDEMNIZACIÓN**

1. Las inversiones efectuadas por inversionistas de una u otra de las Partes Contratantes benefician, en la otra Parte Contratante, de una protección y una seguridad completas y totales.
2. Las Partes Contratantes no adoptarán medidas de expropiación o de nacionalización u otras cuyo efecto sea privar, directa o indirectamente, a los inversionistas de la otra Parte de sus inversiones, a menos que sean por causa de utilidad o necesidad pública, y siempre que esas medidas (denominadas en adelante medidas de expropiación) no sean discriminatorias ni contrarias a un compromiso particular.

Todas las medidas de expropiación que pudieran tomarse deben dar lugar al pago de una indemnización rápida y adecuada cuyo monto, equivalente al valor real de las inversiones en cuestión, debe ser evaluado con referencia a la situación económica que prevalecía antes de que se hiciera pública toda amenaza de medidas de expropiación.

El pago de la indemnización deberá ser previo a la expropiación. Dicha indemnización deberá ser efectivamente realizable, pagada sin retraso alguno y libre de ser transferible, produciendo intereses hasta la fecha del pago, calculados a la tasa de interés apropiada del mercado.

## **ARTÍCULO 7 LIBRE TRANSFERENCIA**

1. Cada Parte Contratante otorgará sin demora, a los inversionistas de la otra Parte Contratante la libre transferencia, en particular, aunque no exclusivamente de:
  - a) intereses, dividendos, rentas, utilidades y otros ingresos corrientes;
  - b) rentas derivadas de los derechos y concesiones a que se refiere el párrafo 1, letras d) y e) del Artículo 1;
  - c) pagos efectuados para el reembolso de los préstamos regularmente contratados;

- d) el capital o el producto de la venta o liquidación total o parcial de una inversión, incluyendo las ganancias del capital invertido;
- e) la aportación adicional de capital necesaria para el mantenimiento o desarrollo de las inversiones;
- f) los fondos producto del arreglo de una diferencia y las indemnizaciones previstas en el Artículo 6;

Las personas individuales que son consideradas nacionales de cada Parte Contratante y que fueran autorizadas a trabajar en la otra Parte Contratante, con relación a una inversión aprobada, están igualmente autorizadas a transferir a su país de origen una cuota apropiada de su remuneración.

Las transferencias se realizarán conforme al tipo de cambio normal oficialmente vigente a la fecha de la transferencia.

### **ARTÍCULO 8 ARREGLO DE DIFERENCIAS ENTRE UN INVERSIONISTA Y UNA PARTE CONTRATANTE**

1. Las diferencias que surjan entre una de las Partes Contratantes y un inversionista de la otra Parte Contratante serán, en la medida de lo posible, solucionadas por medio de consultas amistosas.
2. Si mediante dichas consultas no se llegare a una solución dentro de tres meses a contar de la fecha de solicitud de arreglo, el inversionista podrá remitir la diferencia:
  - a) a los tribunales competentes o al arbitraje nacional de la Parte Contratante; o
  - b) a arbitraje internacional del Centro Internacional de Arreglo de Diferencias relativas a Inversiones (CIADI), creado por el Convenio Sobre Arreglo de Diferencias Relativas a Inversiones entre Estados y Nacionales de Otros Estados, abierto para la firma en Washington el 18 de marzo de 1965.

Con este fin, cada Parte Contratante dará su consentimiento anticipado e irrevocable para que toda diferencia pueda ser sometida a este arbitraje.

3. Una vez que el inversionista haya sometido una diferencia al tribunal competente o al arbitraje nacional de la Parte Contratante en la cual se hubiera efectuado la inversión o al tribunal arbitral del CIADI, podrá desistir de su reclamación y elegir otro procedimiento siempre y cuando no se hubiere dictado sentencia o laudo arbitral definitivo.
4. Las sentencias o los laudos arbitrales serán definitivos y obligatorios para las partes en litigio.

### **ARTICULO 9 ARREGLO DE LAS DIFERENCIAS ENTRE PARTES CONTRATANTES**

1. Las diferencias que surgieren entre las Partes Contratantes relativas a la interpretación y aplicación del presente Acuerdo, deberán ser resueltas, en la medida de lo posible, por la vía diplomática.
2. Si no se llegare a un entendimiento en el plazo de seis meses a contar de la fecha de la notificación de la diferencia, cualquiera de las Partes Contratantes podrá someterla a un Tribunal Arbitral Ad-hoc, de conformidad con las disposiciones de este Artículo.
3. El Tribunal Arbitral estará compuesto de tres miembros y será constituido de la siguiente forma: dentro del plazo de dos meses contados a partir de la fecha de notificación de la

solicitud de arbitraje, cada Parte Contratante designará un árbitro. Esos dos árbitros, dentro del plazo de un mes contado a partir de la designación del último de ellos, elegirán de común acuerdo a un tercer miembro que deberá ser nacional de un tercer Estado, quien presidirá el Tribunal.

4. Si los plazos fijados en el anterior párrafo 3 no hubiesen sido acatados, cualquiera de las Partes contratantes, en ausencia de cualquier otro convenio, invita al Secretario General de la Organización de las Naciones Unidas a proceder a los nombramientos necesarios. Si el Secretario General es nacional de una u otra de las Partes o si, por otra razón, tiene impedimento para ejercer esa función, el Secretario General Adjunto de más antigüedad en el cargo y que no tenga la misma nacionalidad que una de las Partes contratantes, procede a los nombramientos necesarios.
5. El Presidente del Tribunal deberá ser nacional de un tercer Estado con el cual ambas Partes Contratantes mantengan relaciones diplomáticas.
6. El Tribunal Arbitral decidirá sobre la base de las disposiciones de este Acuerdo, y de los principios del Derecho Internacional. El Tribunal decidirá por mayoría de votos y determinará sus propias reglas procesales.
7. Cada una de las Partes Contratantes sufragará los gastos del árbitro respectivo, así como los relativos a su representación en el proceso arbitral. Los gastos del Presidente y las demás costas del proceso serán solventados en partes iguales por las Partes Contratantes, salvo que éstas acuerden otra modalidad.
8. Las decisiones del Tribunal serán definitivas y obligatorias para ambas Partes Contratantes. El tribunal interpretará el laudo a solicitud de una u otra de las Partes Contratantes.

#### **ARTÍCULO 10 GARANTÍA Y SUBROGACIÓN**

1. En el caso que la legislación de una de las Partes Contratantes prevea una garantía para las inversiones efectuadas en el extranjero, ésta se puede otorgar, previo a un examen caso por caso, a inversiones efectuadas por inversionistas de dicha Parte en la otra Parte.
2. Las inversiones de inversionistas de una de las Partes Contratantes en la otra Parte solo podrán obtener la garantía mencionada en el anterior párrafo si antes han obtenido el beneplácito de esta última Parte.
3. Si una de las Partes Contratantes o una agencia autorizada por este, en virtud de una garantía dada para una inversión realizada en la otra Parte, efectúa pagos a un inversionista, está por ese hecho, subrogada en los derechos y acciones de ese inversionista, incluyendo el derecho de recurrir al arbitraje internacional de conformidad con las disposiciones del Artículo 8 del presente acuerdo.
4. Dichos pagos no afectan los derechos del inversionista beneficiario de la garantía a recurrir al C.I.A.D.I. o a proseguir las acciones ya introducidas en este Centro hasta llevar a cabo el procedimiento, en nombre propio, así como en el de la Parte Contratante, que esta subrogada en sus derechos y acciones.

#### **ARTICULO 11 COMPROMISO ESPECÍFICO**

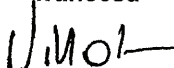
Las inversiones que hubiesen sido objeto de un compromiso particular de una de las Partes contratantes hacia inversionistas de la otra Parte contratante son administradas, sin perjuicio de las disposiciones del presente convenio, por los términos de este compromiso en caso que éste incluya disposiciones más favorables que las previstas por el presente convenio.

**ARTÍCULO 12**  
**ENTRADA EN VIGENCIA Y DURACIÓN**

1. Cada Parte Contratante notificará a la otra Parte cuando las exigencias constitucionales para la entrada en vigencia del presente Acuerdo se hayan cumplido. El Acuerdo entrará en vigencia un mes después de la fecha de la última notificación.
2. Este Acuerdo permanecerá en vigor por un período de diez años y se prorrogará después por tiempo indefinido. Transcurridos diez años, el Acuerdo podrá ser denunciado en cualquier momento por cada Parte Contratante, con un preaviso de doce meses, comunicado por la vía diplomática.
3. Con respecto a las inversiones efectuadas con anterioridad a la fecha en que se hiciera efectiva la denuncia de este Acuerdo, sus disposiciones permanecerán en vigor por un período adicional de quince años a contar de dicha fecha.

Hecho en Guatemala, a 26 de mayo 1998 en dos originales, cada uno en idioma francés y en idioma español, los dos textos siendo auténticos.

Por el Gobierno de la República  
francesa



Por el Gobierno de la República  
de Guatemala



[TRANSLATION -- TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH  
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF  
GUATEMALA FOR THE RECIPROCAL PROMOTION AND  
PROTECTION OF INVESTMENTS

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Guatemala, hereinafter referred to as “the Contracting Parties”,

Desiring to reinforce economic cooperation between the two States and to create favourable conditions for French investments in Guatemala and Guatemalan investments in France,

Convinced that the promotion and protection of such investments are likely to stimulate transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed on the following provisions:

*Article 1. Definitions*

For the purposes of this Agreement:

1. The term “investment” shall mean all assets such as property, rights and interests of any nature and more specifically, but not exclusively:

(a) Movable and immovable property and all other real rights such as mortgages, liens, usufructs, sureties and similar rights;

(b) Shares, company stock and other forms of participation, even if minority or indirect, in the legal entities referred to in paragraph 2(b) of this article;

(c) Claims and rights to any benefit having an economic value;

(d) Intellectual, commercial and industrial property rights, such as copyrights, patents, technical processes, licences, trademarks, trade names, industrial models, know-how, goodwill and the right to lease ;

(e) Concessions accorded by law or administrative act or by virtue of a contract, including concessions to prospect for, cultivate, extract or exploit natural resources.

No change in the initial form of the investment shall affect its status as an investment, provided that the change is not contrary to the legislation of the Contracting Party in which the investment is made.

2. The term “investor” shall mean, for each Contracting Party:

(a) All natural persons who, in accordance with the legislation of the Contracting Party, are deemed to be nationals of that Party;

(b) All legal entities established in the territory of one Contracting Party in accordance with the legislation of that Party and having their registered office there or controlled, directly or indirectly, by nationals of a Contracting Party or by legal entities having their

registered office in the territory of one Contracting Party and established in accordance with the legislation of that Party.

3. The term “income” shall mean all the amounts yielded by an investment, such as profits, royalties or interest, during a given period.

Income from the initial investment, and from the reinvestment of that income, shall enjoy the same protection.

4. The term “maritime zones” shall mean the maritime zones over which the Contracting Parties exercise, in accordance with international law, sovereignty, sovereign rights or jurisdiction for the purpose of prospecting for, exploiting or preserving natural resources.

#### *Article 2. Scope*

1. This Agreement shall be applicable to investments made, before or after the date of its entry into force, by investors of one Contracting Party in the territory of the other Party in accordance with the legal provisions of the latter Party. However, the Agreement shall not apply to any dispute submitted, before the date of its entry into force, to the competent courts of the Contracting Party in which the investment is made.

2. The provisions of this Agreement shall apply to investments made by French investors in Guatemala, including its maritime zones, and to investments made by Guatemalan investors in France, including its maritime zones.

#### *Article 3. Promotion, permission for and protection of investments*

Each Contracting Party shall promote and permit, in accordance with its legislation and the provisions of this Agreement, investments made by investors of the other Party.

The Contracting Parties shall, within the framework of their domestic legislation, give favourable consideration to applications for entry and for temporary residence, work and travel authorizations submitted by nationals of one Contracting Party in connection with an investment made in the other Contracting Party.

#### *Article 4. Fair and equitable treatment, national or most-favoured-nation treatment*

1. Each Contracting Party undertakes to accord fair and equitable treatment, in conformity with the principles of international law, to the investments of investors of the other Party and to ensure that the exercise of the right so granted is not impeded either de jure or de facto. De jure or de facto impediments to fair and equitable treatment include, but are not limited to, any restriction on the purchase or transport of raw materials, ancillary materials, energy or fuels, as well as means of production and operation of all kinds, any impediment to the sale or transport of products within the country or abroad, and all other measures having a similar effect.

2. Each Contracting Party shall accord to investors of the other Party, in respect of their investments and activities in connection with such investments, treatment that is no less favourable than that accorded to its own investors or that accorded to investors of a

third country, whichever is more advantageous. For this purpose, nationals of either Contracting Party who are authorized to work in the territory of the other Contracting Party shall be entitled to enjoy the material facilities appropriate for the exercise of their professional activities.

3. If a Contracting Party accords specific advantages to investors of a third country under an agreement for the creation of a free trade area, customs union, common market, economic union or any other form of regional economic organization, that Party shall not be required to accord the aforementioned advantages to investors of the other Contracting Party.

The provisions of this article shall not apply to fiscal matters.

*Article 5. Treatment in the event of losses*

Investors of one Contracting Party whose investments have suffered losses as a result of war or any other armed conflict, revolution, national state of emergency or revolt occurring in the other Contracting Party shall be accorded by the latter Party treatment no less favourable than that accorded to its own investors or to those of the most favoured nation.

*Article 6. Dispossession and compensation*

1. Investments made by investors of one Contracting Party shall be fully and completely protected and safeguarded in the other Contracting Party.

2. Neither Contracting Party shall take any dispossession or nationalization measures or any other measures having the effect of directly or indirectly dispossessing investors of the other Party of their investments, except for reasons of public interest or necessity and on condition that such measures (hereinafter referred to as dispossession measures) are not discriminatory or contrary to a specific undertaking.

Any dispossession measures taken shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation, the amount of which, equal to the real value of the investments concerned, shall be assessed on the basis of an economic situation prior to any threat of dispossession.

The compensation shall be paid before the date of dispossession. It shall be effectively realizable, paid without delay and freely transferable. It shall yield, up to the date of payment, interest calculated at the appropriate market rate.

*Article 7. Freedom of transfer*

1. Each Contracting Party shall accord without delay to investors of the other Contracting Party freedom of transfer of, in particular but not exclusively, the following:

- (a) Interest, dividends, royalties, profits and other current income;
- (b) Royalties deriving from the rights and concessions listed in article 1, paragraph 1(d) and (e);
- (c) Payments made in reimbursement of duly contracted loans;



(d) Capital or proceeds of the complete or partial transfer or liquidation of the investment, including appreciation of the invested capital;

(e) The supplementary capital input necessary for the continuation or development of the investments;

(f) Funds resulting from the settlement of a dispute and the compensation provided for in article 6.

Natural persons deemed to be nationals of either Contracting Party and authorized to work in the other Contracting Party in connection with an approved investment shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate portion of their remuneration.

Such transfers shall be made at the normal rate of exchange officially applicable on the date of transfer.

*Article 8. Settlement of disputes between an investor and a Contracting Party*

1. Any dispute between one Contracting Party and an investor of the other Contracting Party shall, as far as possible, be settled amicably.

2. Any dispute that has not been so settled within three months from the date on which an application for settlement was made shall be submitted, at the request of the investor, to:

(a) The competent courts or the national arbitration of the Contracting Party;

(b) The international arbitration of the International Centre for the Settlement of Disputes (ICSID), established by the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, signed at Washington on 18 March 1965.

Each Contracting Party shall give its irrevocable prior consent to this end, in order that any dispute may be submitted to such arbitration.

3. Once an investor has submitted a dispute to the competent court or the national arbitration of the Contracting Party in which the investment was made or to ICSID arbitration, he may cancel his application and opt for another procedure, provided that no final award has been made.

4. Arbitral awards shall be final and binding on the parties to the dispute

*Article 9. Settlement of disputes between the Contracting Parties*

1. Disputes between the Contracting Parties concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled through the diplomatic channel.

2. Any dispute which has not been settled within six months from the date of its notification shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an ad hoc arbitral tribunal, in accordance with the provisions of this article.

3. That tribunal shall be composed of three members and shall be constituted as follows: each Contracting Party shall appoint one member within two months from the date of notification of the application for arbitration. Within the month following the appoint-

ment of the second member, the two members shall, by mutual consent, appoint a third member, who shall be a national of a third State and shall be appointed Chairman of the tribunal.

4. If the time limits established in paragraph 3 above are not observed, either Contracting Party may, unless otherwise agreed, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments. If the Secretary-General is a national of either Contracting Party or if, for any other reason, he is prevented from performing that function, the most senior Under-Secretary-General who is not a national of either Contracting Party shall make the necessary appointments.

5. The Chairman of the tribunal shall be a national of a third State with which the two Contracting Parties maintain diplomatic relations.

6. The arbitral tribunal shall take its decisions by majority vote, based on the provisions of this Agreement and the principles of international law. It shall adopt its own rules of procedure.

7. Each Contracting Party shall pay the fees of its arbitrator and the costs relating to its representation in the arbitral proceedings. Unless the Contracting Parties decide otherwise, the Chairman's fees and the other costs of the proceedings shall be divided equally between them.

8. The tribunal's decisions shall be final and binding on the two Contracting Parties. The tribunal shall interpret the award at the request of either Contracting Party.

#### *Article 10. Guarantee and subrogation*

1. Insofar as the legislation of a Contracting Party provides for guaranteeing foreign investments, a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for investments made by investors of that Party in the other Contracting Party.

2. Investments made by investors of one Contracting Party in the other Party may be granted the guarantee provided for in the preceding paragraph only with the prior consent of the latter Party.

3. If one Contracting Party, or an agency approved by that Party, makes payments to an investor by virtue of a guarantee issued in respect of an investment made in the other Party, it shall thereby be subrogated to the rights and actions of that investor, including the right of recourse to international arbitration in accordance with the provisions of article 8 of this Agreement.

4. Such payments shall be without prejudice to the rights of the investor who is the beneficiary of the guarantee to have recourse to ICSID arbitration or to prosecute actions begun by that means until the proceedings are completed, either on his own behalf or on behalf of the Contracting Party subrogated to his rights and actions.

#### *Article 11. Specific undertaking*

Investments which have been the subject of a special undertaking by one Contracting Party vis-à-vis investors of the other Contracting Party shall be governed, without prejudice

to the provisions of this Agreement, by the terms of that undertaking insofar as its provisions are more favourable than those laid down by this Agreement.

*Article 12. Entry into force and period of validity*

1. Each Contracting Party shall notify the other of the completion of the constitutional procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take place one month after the date of receipt of the last notification.

2. The Agreement shall remain in force for 10 years and may be extended indefinitely thereafter. After the initial period of 10 years has elapsed, the Agreement may be terminated by either Party at any time by giving one year's notice through the diplomatic channel.

3. Investments made before the date on which termination of the Agreement took effect shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 15 years.

Done at Guatemala City on 27 May 1998, in two originals, each in French and in Spanish, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

SERGE PINOT

For the Government of the Republic of Guatemala:

MAURICIO WURMSER

